

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 27/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)**

SOGIF - AIR LIQUIDE  
ZI Quartier le Tonkin  
13270 Fos-Sur-Mer

Références : GD-D-2025-0714  
Code AIOT : 0006401644

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI) implanté Centre de conditionnement H2 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE (ALFI)
- Centre de conditionnement H2 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006401644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Air Liquide France Industrie H2 exploite un centre de conditionnement d'hydrogène, à 40 bars, et de compression d'azote, sur le palteforme de Lavéra à Martigues.

## Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Audit interface	AP Complémentaire du 18/02/2010, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conclusions audit	AP Complémentaire du 18/02/2010, article 3	Sans objet
3	Suites de l'audit	AP Complémentaire du 18/02/2010, article 5	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette inspection a permis de faire le récolement avec l'arrêté préfectoral "interfaces" du 18 février 2010, et de constater le respect par l'exploitant des prescriptions de cet arrêté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Audit interface

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/02/2010, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réalisation audit
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser, par un organisme indépendant, un audit sur la méthodologie d'élaboration des procédures relatives aux interfaces et à leur gestion, entre exploitants de la plate forme. Cette méthodologie porte sur la marche normale, les arrêts, les démarrages, la marche dégradée des installations et la gestion des situations d'urgence. Cet audit porte sur les échanges de fluides critiques pour les réseaux vapeur (tout niveau depression) et les gaz inflammables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réaliser l'audit par le bureau d'étude APSYS suite à la parution de l'arrêté. APSYS a transmis son rapport à l'exploitant le 13 juillet 2010. La visite de ce jour est l'occasion de balayer ce rapport afin de vérifier s'il contient les éléments prévus à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conclusions audit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/02/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Transmission conclusions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les conclusions de l'audit mentionné à l'article 2 sont transmises à l'inspection des installations classées dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Les conclusions du rapport d'audit ont été transmises à l'inspection des installations classées le 14 décembre 2012. L'inspection a rappelé à l'exploitant l'importance du respect des délais prévus dans les arrêtés préfectoraux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Suites de l'audit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/02/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extension de l'audit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de l'audit sont étendus par l'exploitant à l'ensemble des fluides critiques pour la sécurité impliquant des substances ou des préparations dangereuses. Ils permettent notamment d'identifier et de corriger pour l'ensemble des fluides concernés les manquements de même nature que ceux identifiés par l'audit prévu à l'article 2, en matière de gestion des interfaces. Sous un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté, un audit est réalisé sur un échantillonnage présenté à l'inspection des installations classées sur la bonne application de cette méthodologie. Ces procédures d'interface rentrent

dans le cadre des audits internes réalisés par l'exploitant. Le programme d'audit est transmis à l'inspection des installations classées. La liste des exploitants concernés est régulièrement mise à jour et elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son rapport du 13 novembre 2012, qui fait suite au compte-rendu d'audit du cabinet APSYS du 13 juillet 2010, et qui doit répondre aux exigences de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010.

L'inspection a de nouveau rappelé à l'exploitant l'importance du respect des délais réglementaires imposés par arrêté préfectoral.

L'inspection a vérifié en séance la cohérence entre le rapport et les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2010, en particulier la mise à jour des procédures interface avec Kem One et Oxochimie (ancienne procédure LAVH2 SOP 003 du 13 novembre 2012, aujourd'hui SOPO 102 rev.7), et avec Ineos sur la fourniture en hydrogène 40 bars (ancienne procédure LAVH2 SOP 004 du 17 avril 2012, aujourd'hui SOPO 103 rev.1).

L'exploitant a ensuite expliqué le processus de mise à jour des procédures, qui sont valides pour une durée maximale de 5 ans. La gestion documentaire est assurée par une base de données « Méridian ».

Le programme d'audit interne a été vu en séance. Les procédures sont incluses dans les audits internes type « système », et le programme précise la périodicité et la dernière date d'audit.

Dans le cas présent la liste des exploitants concernés par les procédures interfaces ne change pas, et le nom des exploitants concernés est indiqué dans le titre de chaque procédure interface.

**Type de suites proposées :** Sans suite